

Motion des personnels, réunis en RIS le mercredi 14 janvier par le SNUDI-FO-72

Les personnels réunis par le SNUDI-FO-72 ont discuté de la situation internationale et de l'actualité nationale.

Ce début d'année 2026 est marqué par l'agression militaire des Etats Unis au Venezuela, avec le bombardement de sa capitale Caracas et la capture du président Maduro. Trump veut mettre ainsi la main sur les immenses réserves pétrolières du pays, peu importe les aspirations du peuple vénézuélien.

Après le Venezuela appelé à devenir un protectorat américain, le Groënland qui appartient au Danemark sera-t-il le prochain territoire visé par le président Trump afin de s'emparer des terres rares ?

Pendant les vacances de Noël, le président américain a reçu le premier ministre israélien dans sa propriété de Mar-a-Lago, où il a proféré une série de menaces visant à intensifier la guerre dans tout le Moyen-Orient. Malgré un plan de paix à Gaza, les bombardements continuent, la situation humanitaire est toujours catastrophique.

La guerre en Ukraine dure depuis plus de quatre ans. Poutine pourrait il appliquer le même sort à Zelenski qu'à Maduro. Si la Chine adopte les mêmes pratiques que Trump en Asie, Taïwan et d'autres pays doivent fortement s'inquiéter. Quant à l'Afrique, entre potentats, guerres pour les ressources et nouveaux impérialismes, la situation est déchirante.

La paix dans le monde entier est fortement menacée.

Face à la situation, plusieurs dirigeants politiques appellent au renforcement militaire. Le budget Lecornu prévoit près de 7 milliards pour la guerre, alors que dans le même temps il impose l'austérité budgétaire aux services publics et à la sécurité sociale. Dans notre secteur, c'est notamment la suppression de 4 000 postes et le gel des salaires des enseignants.

Situation internationale et nationale sont intrinsèquement liées. Le combat contre la guerre est indissociable du combat pour la satisfaction des revendications.

- Abrogation de la retraite Macron – Borne avec retour de la retraite à 60 ans à taux plein.
- Augmentation générale de salaires avec augmentation immédiate de 10% du point d'indice et ouverture de négociations pour le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000.
- Défense de notre statut avec abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique.
- Abandon des suppressions de postes.
- Non à l'inclusion systématique forcée, oui au droit des élèves de disposer d'un enseignement adapté en classe ordinaire quand c'est possible et en établissement spécialisé quand c'est nécessaire.
- Pour les AESH, un vrai statut de fonctionnaire à 24 heures temps plein .
- Pour la direction d'école , l'abrogation du décret Rilhac.
- Non à la territorialisation de l'école, oui à la semaine de 4 jours dans toutes les écoles sur 36 semaines.

Nous estimons que notre place est d'être aux côtés des peuples victimes des conflits et des travailleurs et de leur famille qui en sont les premières victimes. Nous appelons l'ensemble des collègues à participer aux rassemblements futurs contre la marche à la guerre.